

Économie : 2019, l'année de tous les dangers en Europe



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 10 octobre 2018

Source [Boulevard Voltaire] Les élections européennes de mai 2019 vont faire l'objet de vives tensions car elles se présentent comme un référendum européen sur l'Union européenne, sur l'immigration, pro ou anti-Macron et Merkel. Il semble que les populistes s'acheminent vers une victoire écrasante qui va bouleverser l'Europe. Macron et Merkel, s'ils sont désavoués par les peuples, n'auront plus qu'à choisir entre le statut de zombie ou la démission. En Allemagne, la montée en puissance de l'AfD semble irrésistible puisque ce parti serait déjà le n° 2, avec plus de 18 % des votes, ayant dépassé le SPD avec, comme slogan leitmotiv, la démission de Merkel : « *Merkel muss Weg !* »

En France, Macron est en chute libre, avec un état de l'économie française de plus en plus préoccupant. Il n'y a pas que l'État souverain ; les ménages et les entreprises françaises affichent également des records d'endettement. Fin mars 2018, l'Hexagone affichait le ratio de dette privée le plus élevé de la zone euro, soit 131 % du PIB. L'endettement des particuliers atteint 93 % de leur revenu disponible, soit 58 % du PIB. Quant aux entreprises françaises, elles sont aussi les championnes de l'emprunt, avec un taux d'endettement qui représente 73 % du PIB, 56 % de la dette ayant été octroyés à taux variable, ce qui entraînera inmanquablement des faillites en série si les taux augmentent. La charge de la dette française, malgré les taux d'intérêt ridicules actuels, soit 42 milliards d'euros, représente déjà le 2e poste du budget français derrière l'Éducation, et bien devant le malheureux budget croupion de l'armée française. La dette publique française de 2.300 milliards d'euros représente aujourd'hui une dette vertigineuse de 34.208 euros par Français, qui ne sera jamais remboursée.

Il suffit de la faillite d'une seule banque telle que Deutsche Bank en Allemagne, UniCredit, Intesa Sanpaolo en Italie, avec trop d'obligations souveraines et de créances pourries à leur bilan, du défaut de l'Italie, de l'Espagne ou de quelques pays émergents pour qu'un krach boursier s'ensuive avec une augmentation des taux d'intérêt et une succession de faillites en série d'entreprises et de banques dans le monde entier.

L'Italie est devenue la poudrière officielle de l'Europe, suite au budget trop dépensier de la coalition Ligue-5 étoiles. Les craintes d'une nouvelle crise du type grec en dix fois plus grand sont fondées. Le taux d'intérêt à dix ans de l'État italien vient de bondir jusqu'à 3,29 %, soit un écart de 2,80 % avec le taux d'intérêt des emprunts allemands.

L'Allemagne est la grande gagnante de la zone euro, suite au laxisme socialiste décadent non compétitif de la France et des pays européens du Sud, avec ses excédents de biens exportés qui se traduisent par une créance à l'actif de la Bundesbank vis-à-vis des autres banques centrales européennes. Mais il s'agit d'une simple promesse comptable TARGET2 des autres pays de la zone euro de rembourser ultérieurement avec des surplus d'exportations de biens et services vers l'Allemagne. Encore faudrait-il s'assurer qu'il y aura effectivement, un jour, des excédents des autres pays de la zone euro vers l'Allemagne sinon, de gagnante, l'Allemagne pourrait alors devenir le « dindon de la farce ». En cas d'explosion de la zone euro, de banqueroute de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie et de la France, les créances TARGET2 de 1.000 milliards d'euros de la Bundesbank, soit environ la moitié du PIB annuel français, devraient normalement être payées en or ou en dollars par les banques centrales débitrices pour solde de tout compte, mais il est probable qu'elles ne seront jamais réglées par des pays tels que la Grèce ou l'Italie.